

Notes pour une allocution prononcée par le  
ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche,  
de la Science et de la Technologie,

**M. Pierre DUCHESNE**

Ouverture de la troisième rencontre thématique  
en prévision du Sommet sur l'enseignement supérieur

« La gouvernance et le financement des universités »

Le jeudi 17 janvier 2013  
Université de Sherbrooke, Québec

*La version prononcée fait foi*

Enseignement supérieur,  
Recherche, Science  
et Technologie

Québec 

Nous sommes maintenant à mi-chemin dans le parcours qui doit nous mener au Sommet sur l'enseignement supérieur.

Nous sommes encore en mode « échanges » et les propositions jaillissent de plusieurs sources.

Certains disaient que nous n'arriverions pas à nous entendre. Plusieurs disaient même qu'il ne serait jamais possible de vous réunir dans une même salle pour discuter.

Pourtant, à Québec, nous nous sommes entendus sur la création d'un organisme indépendant. À Trois-Rivières, nous nous sommes tous prononcés en défaveur d'une hausse, comme celle proposée par le gouvernement précédent.

C'est la fin des tensions. Le respect est définitivement revenu.

Les attentes étaient hautes lorsque ces rencontres ont commencé. Nous avons fait le pari du dialogue, le seul pari à la hauteur de nos ambitions.

La preuve est faite : les débats sur l'enseignement supérieur au Québec peuvent se dérouler autant dans le travail en commun et dans l'écoute mutuelle que dans l'énergie de la contestation.

Je ne me souviens pas que nous ayons eu, dans l'histoire récente du Québec, une discussion à ce point inclusive, avec des participants représentant l'ensemble du milieu de l'enseignement supérieur québécois.

Je sais qu'un grand nombre de citoyens qui ont visionné ces rencontres sur le Web ont trouvé nos débats extrêmement rafraîchissants. Certains m'ont d'ailleurs confié avoir été agréablement surpris!

Les souhaits que j'avais lancés quant au ton et à la dynamique des débats ont été pleinement exaucés. Je vous en remercie.

Certains ont semblé surpris que les solutions concernant la qualité de l'enseignement et l'accessibilité aux études n'aient pas été entièrement déterminées à la suite des rencontres que nous avons tenues.

Ce n'est pas mon cas.

Les questions que nous abordons sont complexes. Devant cette complexité, nous ne pouvons négliger la prise en compte de la multiplicité des points de vue.

La réflexion et la concertation ont toujours fait avancer le Québec. La démarche vers le Sommet s'inscrit aussi dans cette tradition.

Favoriser les discussions et la recherche de consensus n'a rien d'inquiétant.

Oui, nous sommes à la recherche de consensus. Jusqu'à maintenant, la démarche en a fait jaillir au moins un à chaque rencontre.

C'est signe que nous sommes sur la bonne voie. Je **sais** que nous sommes sur la bonne voie.

\* \* \*

Je profite du fait que nous sommes tous réunis ce soir pour vous confirmer que vous recevrez bientôt une invitation attendue.

En effet, réservez dès maintenant les 25 et 26 février à vos agendas pour la tenue du Sommet sur l'enseignement supérieur. Pour l'occasion, vous serez conviés au centre d'art l'Arsenal, à Montréal, aux abords du canal Lachine.

Toutes les modalités logistiques vous seront communiquées sous peu. N'ayez crainte, vos questions trouveront réponses auprès de mon ministère. D'ici là, il reste des discussions à tenir, notamment celles d'aujourd'hui et demain.

\* \* \*

Les deux dernières rencontres, et celle qui s'amorce sur le financement et la gouvernance des universités, nous placent au cœur des sujets qui ont fait l'objet du conflit du printemps dernier.

En 2012, la décision malheureuse de hausser les droits de scolarité brutalement a débouché sur une crise sociale avec des conséquences importantes.

Rappelons-nous que cette décision était expliquée par l'idée qu'elle répondrait aux besoins de financement des universités.

Des citoyens et des citoyennes, notamment des étudiants, s'interrogeaient sur la pertinence d'adopter une telle hausse sans la tenue d'un examen sérieux sur le plan de la gestion de nos établissements.

Cette requête de la population nous rappelait que la gouvernance, la saine gestion des fonds publics, est une question de confiance. D'autant plus que la crise que nous avons vécue s'est déployée dans une période durant laquelle la crédibilité de nos institutions publiques était minée par de nombreux cas de malversation.

Rétablir la confiance des Québécois en nos institutions avec intégrité est d'ailleurs un pilier de l'action de notre gouvernement.

\*\*\*

Des études, notamment sur le sous-financement des universités, m'ont été présentées. Toutes ces analyses contribuent à brosser un portrait de la situation actuelle. Des arguments se confrontent, le débat s'active. C'est ce que je souhaite. C'est de cette façon que nous pourrons prendre des décisions éclairées et bénéfiques pour tous.

Pour tous les observateurs du système universitaire québécois, y compris pour moi, il est évident qu'on y trouve de grands besoins.

Depuis mon arrivée en poste, il n'y a pas une journée qui passe où l'on ne me présente pas un projet emballant issu d'un de nos établissements.

Pour nous tous, soutenir davantage l'enseignement supérieur avec les fonds publics est une évidence.

Nous sommes toutefois confrontés, et je le suis au premier chef, à un impératif démocratique. Les fonds publics sont gérés par le gouvernement, mais ils appartiennent avant tout au peuple québécois, nous devons lui rendre des comptes.

\* \* \*

Depuis plusieurs décennies, les gouvernements du Québec, tous partis confondus, ont travaillé à placer l'éducation au cœur de nos préoccupations et de nos politiques publiques.

L'enseignement supérieur bien sûr, mais aussi la persévérance scolaire au secondaire, l'accroissement de la qualité de l'école publique, l'encouragement de la formation professionnelle et de la formation continue, et même l'accès aux garderies.

Nous avons obtenu plusieurs succès. L'école québécoise, malgré que nous puissions toujours l'améliorer, forme des jeunes qui se démarquent année après année dans les comparaisons internationales.

Mais il reste que lorsqu'on demande aux citoyens quels sont les dossiers prioritaires de l'État, les secteurs où il est urgent de se consacrer davantage, l'éducation arrive rarement en tête de liste.

Parmi les priorités, on entend la santé. C'est vrai que c'est important. Surtout avec nos enjeux démographiques et le vieillissement de notre population.

On entend aussi la dette. Rembourser la dette et réduire les impôts. Ça aussi, c'est important. Laisser ce fardeau à nos enfants serait non seulement irresponsable, mais aussi injuste.

Mais si nous voulons un système de santé performant, il faut des médecins. Des médecins bien formés. Si nous voulons rembourser la dette, il faut des citoyens éduqués, capables de construire une société suffisamment prospère pour soutenir des services publics accessibles et de qualité.

Encore trop de familles ne sont pas encore convaincues de l'importance d'entreprendre des études universitaires alors qu'elles en ont la capacité.

Encore trop de jeunes talentueux se privent de réaliser leur plein potentiel à cause de contraintes d'accessibilité diverses.

Pourtant, pendant les 50 dernières années, les diplômés de première génération ont changé la face du Québec. Le gouvernement a donc choisi de continuer à investir de façon importante dans l'enseignement supérieur. Et nous continuerons à le faire.

Pour les contribuables québécois, qui ne sont pas allés à l'université, nous devons les convaincre de contribuer à l'enseignement supérieur. Ce bien commun dont tous profitent.

C'est notre responsabilité commune de convaincre nos concitoyens de cela. Les Québécois ne pourraient accepter que nous décidions entre nous que l'enseignement supérieur est plus important que les autres missions de l'État.

Les événements du printemps dernier ont déjà amené la question de l'enseignement universitaire et collégial à l'ordre du jour de la réflexion collective des Québécois. Nous pouvons profiter d'un degré d'intérêt qui est déjà bien plus grand.

Bien que ce soit un droit fondamental, il faut plus que des manifestations pour changer les mentalités collectives. Il faut aussi montrer que nous sommes capables de travailler ensemble et d'accomplir quelque chose.

Allons demander à nos concitoyens et nos concitoyennes d'investir dans leur futur médecin. Celui ou celle qui prendra soin d'eux lorsqu'arriveront les « vieux jours ».

Allons convaincre les Québécois d'investir dans le talent de ceux et celles qui bâtiront et entretiendront les ponts et les routes du Québec.

Demandons-leur d'investir dans le talent de ceux et celles qui seront nos prochains dirigeants d'entreprises, nos prochains chefs d'État, ceux et celles qui trouveront de nouvelles façons de préserver l'environnement.

Convainquons-les d'encourager le talent de ceux et celles qui font rayonner notre culture et la langue française. Ceux et celles qui transmettent notre patrimoine culturel aux générations futures.

Convainquons-les d'investir dans notre plus grande richesse : le génie québécois, nos têtes, nos âmes, ceux et celles qui forment notre nation.

Mettons fin à cette crise pour se consacrer au progrès de notre système d'enseignement supérieur. Il faut valoriser nos institutions. Le Sommet sera ce tremplin pour nous amener plus loin.

\*\*\*

Les quatre rencontres que nous tenons avant le Sommet sont déjà un pas dans cette direction. Comme vous savez, elles sont webdiffusées, ce qui les place à la portée de la grande majorité de la population. Les deux premières ont déjà trouvé un auditoire nombreux, qui dépassait nos espérances.

\*\*\*

La population québécoise s'attend à ce que nous justifions la part de la richesse collective que nous investissons dans l'enseignement supérieur.

Elle s'attend aussi à ce que les organisations qui fonctionnent principalement grâce aux fonds publics rendent des comptes sur l'utilisation qu'ils en font.

Elle s'attend à ce que les universités et les collèges, l'un des plus importants postes budgétaires du gouvernement du Québec, fassent preuve d'une gouvernance exemplaire.

Ce n'est certainement pas le volume papier qui manque dans l'enseignement supérieur, notamment dans le système universitaire.

Il ne suffit pas de multiplier les rapports, comme le gouvernement l'a souvent fait dans le passé, pour assurer une meilleure gouvernance. Il faut de meilleurs rapports.

Tous les partenaires de l'enseignement supérieur ont des devoirs à accomplir pour que les citoyens soient assurés de la plus haute qualité dans la gestion des fonds publics confiés aux établissements. C'est un travail d'équipe.

Les **administrations** sont évidemment les premières interpellées par cette question. Je sais que les exigences auxquelles vous devez répondre, autant interne qu'externe, absorbent déjà une part non négligeable de vos ressources.

Le **gouvernement** doit aussi prendre acte que la reddition de comptes qu'il exige des universités, par un grand nombre de lois, de règlements et de politiques, est peu communiquée et peu utilisée. Le gouvernement doit aussi jouer son rôle en fournissant aux établissements la rétroaction sur leurs décisions et en leurs suggérant des pistes d'amélioration au besoin.

Les **associations de travailleurs** doivent également faire leur part. Professeurs, chargés de cours et tous les employés des établissements, vous devez veiller à ce que votre contribution serve les étudiants, favorise l'avancement du savoir et soit utile à la communauté.

Les **associations étudiantes** ont aussi un rôle à jouer dans cette discussion. Un rôle de premier plan. Vous démontrez une grande volonté à trouver des solutions pour une plus grande efficacité des sommes consacrées aux universités.

Nous connaissons la position de chacun des groupes sur ce que devrait être la contribution des étudiants au financement des universités. Dans un contexte où la croissance des revenus de l'État est forcément limitée et où nos ambitions pour les universités sont grandes, y a-t-il des sources de revenus qui permettraient d'accroître leur financement sans sacrifier leur indépendance académique? Est-ce que le mode de financement en fonction de l'effectif étudiant est toujours le mieux adapté?

Le temps est venu d'aborder franchement ces questions.

\* \* \*

Les rencontres thématiques ont pour but premier de savoir ce que vous avez à dire, ce sur quoi il est possible de s'entendre et ce qui reste des pommes de discorde. C'est un exercice où moi-même et mes fonctionnaires ont délibérément choisi le rôle de ceux qui écoutent, qui prennent des notes et qui, parfois, posent des questions.

J'entrevois pour cette rencontre, et aussi pour la suivante à Rimouski, une dynamique différente. Je souhaite vous entendre proposer des solutions qui susciteraient l'adhésion de l'ensemble des citoyens du Québec. C'est un aspect que je vous invite à considérer de façon particulière, tout en conservant les qualités d'écoute et de respect dont vous avez fait preuve lors des deux premières rencontres.

\*\*\*

Chaque université québécoise se fait un devoir d'être en lien étroit avec sa communauté. Cela fait partie de sa raison d'être. Ce souci de l'université d'évoluer en symbiose avec la société, ou parfois même, de l'interroger, va de pair avec la volonté de se laisser questionner par elle. Ne l'oublions pas.

Le conflit social que nous avons connu est né dans un climat où la confiance des Québécois était affaiblie envers nos institutions publiques.

Je me suis donné comme objectif de rétablir cette confiance. Je veux que nous retrouvions notre fierté, à commencer par celle que nous devrions avoir envers nos établissements d'enseignement supérieur.

Sur ce, je vous souhaite des échanges fructueux.

Merci.